

La Chambre d'agriculture s'explique sur le dénouement de la crise aviaire, la sécheresse, le gel, et l'élection présidentielle qui font partie des préoccupations des agriculteurs gersois



La Chambre d'agriculture s'explique sur le dénouement de la crise aviaire, la sécheresse, le gel, et l'élection présidentielle qui font partie des préoccupations des agriculteurs gersois



« Force est de constater que l'agriculture n'est pas un sujet majeur pour les deux candidats à la présidentielle qui en ont deux visions différentes. Pour l'un ce sont les circuits courts, franco-français, et pour l'autre c'est une ouverture vers le Monde. L'agriculture a besoin des deux et ceux qui pensent que nous pouvons nous passer d'une politique agricole commune font fausse route », telle était la conclusion du président de la Chambre d'agriculture du Gers, Henri-Bernard Cartier, lors de la conférence de presse qu'il a tenue le 28 avril dernier en compagnie de Bernard Malabirade, président de la FNSEA du Gers et membre du bureau régional, et de Benjamin Constant, président des JA.

Auparavant les trois élus de la Chambre d'agriculture ont abordé durant deux heures les dossiers préoccupants comme la crise de l'influenza aviaire, la sécheresse, le gel, et l'élection présidentielle.



Du côté de la grippe aviaire Bernard Malabirade n'apprécie pas que le vide sanitaire soit décrété jusqu'au 28 mai alors qu'il était possible de reprendre les activités au 2 mai. « Cela aurait permis, résume-t-il, de valoriser les canetons, ce n'est pas le cas, cela reste de la perte de production ». Au mieux les produits frais pourraient arriver sur les marchés courant septembre. Quant aux indemnités « celles-ci suivent leur cours ».

La sécheresse inquiète particulièrement Henri-Bernard Cartier, il estime que les stockages des réserves d'eau sont évalués à 80%. « Encore une fois le problème de l'eau est un problème fondamental de notre société. Il tombe chaque années environ 90 milliards de mètres cubes d'eau alors que le besoin est de 250 millions de mètres cubes. On est incapables de stocker cette eau en raison des difficultés à mettre en place les retenues ». Aujourd'hui les préjudices concernent les prairies et les productions d'été.

Quant au gel « la situation est très disparate », fait remarquer Bernard Malabirade. Les vignes ont été touchées surtout au niveau des bourgeons et cela à des degrés divers. La production sera en baisse ce qui risque d'amener une importation plus importante de vins de consommation courante provenant de l'Espagne et de l'Italie.



De son côté Benjamin Constant avoue « ce qui nous dérange le plus ce sont les problématiques administratives où la France ajoute souvent des freins aux directives de l'Europe. Cela bloque l'emploi qui est un enjeu majeur alors qu'il nous faut des moyens pour maintenir nos activités ». Ce qui n'empêche pas le président des JA de rester optimiste : « il faut regarder aussi du côté positif, explique-t-il, avec nos capacités à valoriser nos produits et en étant le premier département exportateur en oléo-protéagineux comme le blé dur, nous ne pouvons pas nous passer de ce marché ouvert ».